

La dépréciation de la lire turque face au dirham relance les craintes sur la compétitivité du textile marocain

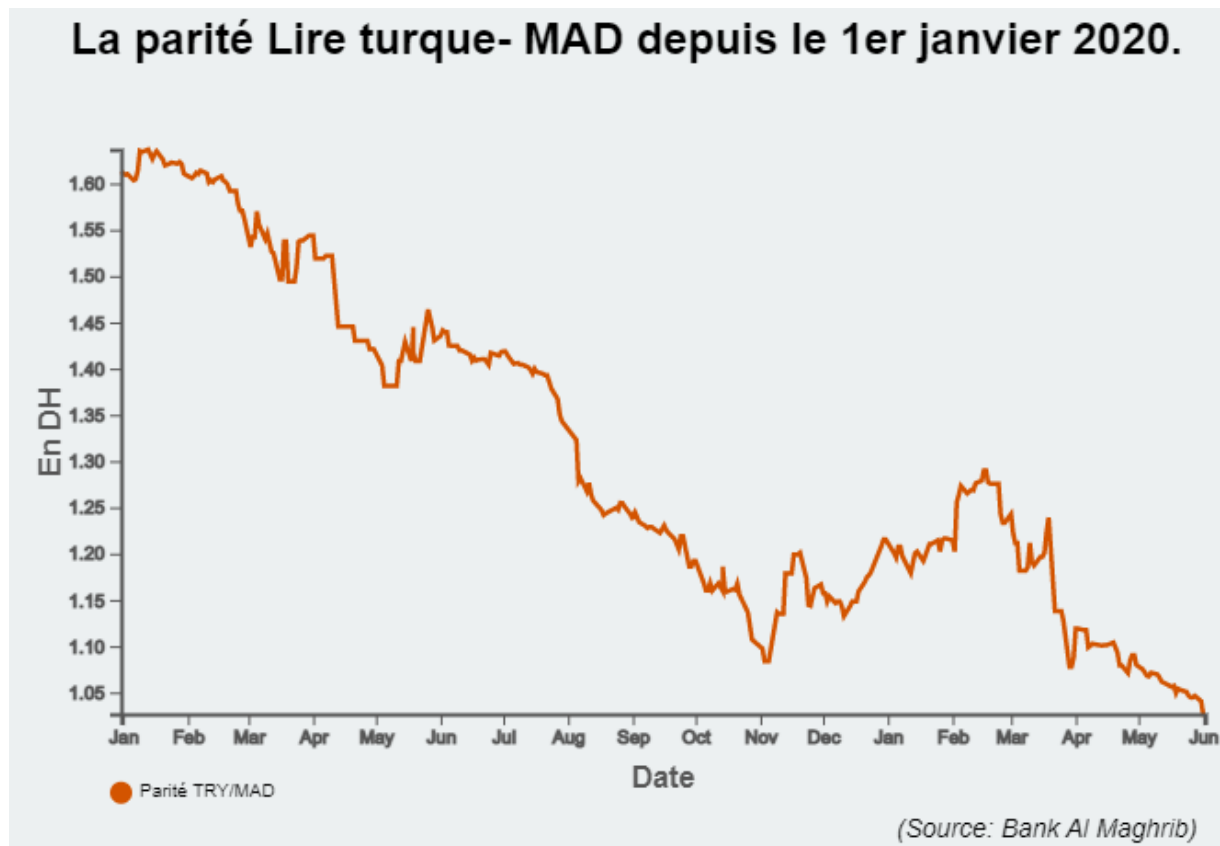
Les baisses successives de la lire turque sur le marché des changes font craindre une nouvelle perte de compétitivité du secteur textile marocain, face à la forte concurrence turque.



Le 14 juin 2021 à 18h21

En un an, la lire turque a perdu 25% de sa valeur face au dirham. S'il y en a qui peuvent pâtir de ce changement, ce sont

bien les opérateurs du textile marocain, qui souffrent de la forte concurrence de leurs homologues turcs.



Selon Karim Tazi, ex-président de l'Amith, “la Turquie a toujours eu une panoplie d'outils pour **soutenir la compétitivité de ses exportateurs** et parmi ces moyens, il y a la **dévaluation** de la lire turque”. Même si cette dépréciation intervient dans le cadre des fluctuations de l'offre et de la demande des devises, mais elle est assumée, dans une certaine mesure par le gouvernement.

Il rappelle qu'à chaque fois que le cours de la lire baisse, le coût du **produit turc devient plus compétitif** et grignote des

parts de marché aux textiliens marocains, que ce soit sur le marché local ou vis-à-vis des donneurs d'ordre internationaux.

Il ajoute que « si les intrants dans cette filière sont souvent achetés en dollar, leurs coûts est compris entre 20% et 50% du coût total du produit et donc l'effet de la dévaluation reste tout de même important ».

La révision de l'ALE a limité les dégâts

La révision de l'accord de libre-échange entre le Maroc et la Turquie avait pour objectif de limiter le déficit commercial qui ne cessait de se creuser. Or, ces nouvelles baisses du cours de la lire peuvent contribuer à rétablir la compétitivité des produits turcs.

L'économiste Omar Bakkou, spécialiste des politiques de change, pense que les droits de douane qui ont été rétablis sur une large liste de produits à l'occasion de l'amendement de l'accord de libre échange, auront permis de **limiter les effets de cette baisse**.

Il pense aussi que d'une manière générale, **les importations qui ont baissé** suite aux effets de la crise sanitaire, ne sont pas prêtes à repartir. En effet, l'analyse de l'historique des crises économiques, notamment celle de 2008, montre que la reprise prend en moyenne deux ans et que donc il ne faut pas s'attendre à une hausse des importations de si tôt.

Il ajoute que généralement, pour les produits et services qui ne sont pas exposés à une pression concurrentielle forte, le cas par exemple du tourisme et de la santé, les exportateurs turcs préfèrent garder leurs prix en dollar inchangés et donc élargir leurs marges commerciales.

Cette information nous a été confirmée par Omar Belhachmi et Othman Alami, deux opérateurs du tourisme qui connaissent bien le marché turc, pour qui la baisse de la lire turque est généralement très peu ressentie dans les prix des voyages. Par contre, la différence est beaucoup plus notable, selon eux, sur les prix des produits et services en Turquie. Les Marocains en profitent d'habitude pour faire leur shopping à des prix très attractifs.

Erdogan tient à la croissance économique aux dépens de l'inflation

Mercredi 2 juin, après que le président Erdogan eût appelé à une baisse des taux d'intérêt, la lire turque a accusé un nouvel effondrement et a atteint un plus bas historique. La lire a en effet frôlé le 1 dirham, même si elle a repris des couleurs depuis et s'échange maintenant à 1,05 DH.

En 2020, la Turquie a été l'un des rares pays à avoir évité la récession. Pour 2021, elle s'attend à une croissance de plus de 5%, selon le ministre des finances turc. Mais ce n'est que l'envers du décor, car l'économie turque souffre d'une forte

inflation (taux annuel de 17,14% en avril). Afin de renverser la tendance, la banque centrale turque avait relevé plusieurs fois son taux directeur, jusqu'à arriver à 19% en mars dernier. Sauf que ces hausses du taux d'intérêt ne font pas l'affaire du président Erdogan qui a bâti sa **légitimité politique sur la croissance économique forte**.

On se souvient qu'après un long entêtement, pour rassurer les marchés et éviter l'inexorable effondrement de l'économie turque, le ministre des finances et gendre du président Berat Albayrak a été contraint de démissionner et un nouveau gouverneur de la banque centrale a été nommé. Sauf que la politique de ce dernier a fini par exacerber le président Erdogan qui est farouchement opposé à la politique d'augmentation des taux d'intérêt. Il a finalement été limogé en mars dernier et remplacé par un autre plus proche du président.